



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA PROPRETE POITOU CHARENTES

ZA du Mas de la Cour
Rue Louis Blériot
16100 Châteaubernard

Références : 2025 10 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007201907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2025 dans l'établissement VEOLIA PROPRETE POITOU CHARENTES implanté ZA du Mas de la Cour Rue Louis Blériot 16100 Châteaubernard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre des suites données aux constats notables mis en lumière en juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA PROPRETE POITOU CHARENTES
- ZA du Mas de la Cour Rue Louis Blériot 16100 Châteaubernard
- Code AIOT : 0007201907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centre de tri-transit-regroupement de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défense incendie	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
10	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Entretien des moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
13	Rétentions, propreté, mise à la terre	Code de l'environnement, article L. 511-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 2	Sans objet
3	Moyens de détection incendie	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 4	Sans objet
5	Portes coupe-feu et autres dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.1	Sans objet
6	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 6	Sans objet
7	Voies engin	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.2.2	Sans objet
8	Mises en station des échelles	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.2.4	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 7.2.3	
12	Moyens de lutte dépôts carburants	Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 8.3.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en lumière la résorption de nombreux écarts observés lors de la dernière inspection de juin 2024.

En revanche, plusieurs écarts (rétention aire de dépotage, balise de détection gaz dans le local DIS, résorptions d'anomalies incendie) doivent être levés prochainement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2714 : 6590 m³ dont 90 m³ de pneus répartis dans 3 bennes</p> <p>2718 : 10 t dont 1 t de DASRI</p> <p>2711 : 300 m³ de DEEE</p> <p>2716 : 300 m³</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que l'inventaire des déchets non dangereux en balle est suivi quotidiennement. L'inspection a bien constaté le suivi du 26/06 indiquant les quantités de balles plastiques, cartons et papiers.</p> <p>En revanche, les déchets de bois, palettes ne sont pas répertoriés.</p> <p>Concernant les déchets dangereux, aucun suivi n'est réalisé pour préciser à un instant donné le volume/masse présent sur site.</p> <p>La situation observée n'est pas opérationnelle et ne permet pas de s'assurer que les quantités maximales autorisées ne sont pas dépassées.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un état des stocks des déchets dangereux et de déchets non dangereux entreposés sur site à un instant donné - mettre à jour l'organisation du site de sorte à pouvoir donner aux services d'intervention l'état des stocks précis de la zone en feu.

<p>Constats :</p> <p>En réponse à l'inspection, l'exploitant avait indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer d'un tableau de suivi quotidien des stocks de matières valorisables qui a été modifié pour intégrer l'ensemble des déchets y compris les quantités de Géobox dans le bâtiment 6 des DIS - lorsque le site est ouvert, le tableau de suivi des stocks est disponible au bureau de pesée du site. En dehors des heures d'ouverture, les fichiers sont accessibles par les responsables du site. <p>Des échanges complémentaires ont eu lieu sur ces sujets.</p> <p>L'état des stocks daté du 08/01/2025 était présent dans le coffret incendie à l'entrée du site à destination du SDIS avec plusieurs documents opérationnels (plans, par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que des essais en simultané des poteaux incendie (PI) avaient été réalisés pour justifier du respect des 120 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre à l'inspection le relevé des débits en simultané des poteaux incendie valorisés pour la défense incendie du site, pour démontrer que le débit minimal est de 120 m³/h sous 1 bar - à défaut d'atteindre ces débits, l'exploitant met en place sur site une réserve incendie de 240 m³. <p>L'absence de mise en place des dispositions supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26/09/2024, le gestionnaire de l'eau AGUR a indiqué à l'exploitant que les PI n° 42 et 56, en fonctionnement simultané, délivrent un débit de 126 m³/h à plus d'un bar de pression :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PI 42 : 86 m³/h à 1,3 bar - PI 56 : 40 m³/h à 1,2 bar. <p>Dune part, il est à noter que le PI 56 délivre un débit individuel, en fonctionnement simultané, inférieur à 60 m³/h ; ce qui implique que ce poteau ne peut être considéré dans la défense incendie de l'établissement.</p>

<p>D'autre part, le débit simultané des deux poteaux est donné pour une pression supérieure, et non égale, à 1 bar.</p> <p>Enfin, il est précisé par ailleurs que le troisième poteau public existant débite individuellement 60 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Les termes de l'APC de 2024 ne sont finalement pas respectés. Son article 3 stipule en effet que « L'exploitant doit être capable de démontrer que le fonctionnement simultané d'au moins deux de ces poteaux permet d'obtenir a minima 120 m³/h sous 1 bar (en fonctionnement simultané, aucun hydrant ne doit avoir un débit unitaire inférieur à 60 m³/h sous 1 bar). »</p> <p>Ainsi, l'inspection considère que la défense incendie du site présente un déficit hydraulique qu'il convient de compléter.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de compléter la ressource en eau de son établissement pour disposer d'une défense incendie conforme aux exigences de l'APC supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Moyens de détection incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que les bâtiments couverts étaient associés à une détection incendie.</p> <p>En revanche, l'inspection a relevé que la centrale de détection incendie SSI indiquait que des détecteurs étaient HS ; selon l'exploitant, ces zones sont en cours de travaux et les zones non couvertes sont connues.</p> <p>L'exploitant a précisé que la détection incendie du site doit être renforcée pour répondre à la prescription supra. En effet, de la détection complémentaire et des caméras thermiques doivent être aussi installées au niveau des zones de stockage de déchets combustibles extérieures.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - corriger les défauts affectant la détection incendie du site - compléter la détection incendie pour respecter les dispositions réglementaires supra et assurer une couverture par caméras thermiques de tous les stockages de déchets combustibles extérieurs.

L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
<p>Constats :</p> <p>Concernant les défauts affectant la détection incendie observé lors de la précédente inspection, l'exploitant a justifié que la société Actemium était intervenue en juillet 2024 pour remplacer l'armoire incendie ; les tests après remplacement se sont avérés concluants. De plus, des batteries d'alimentation de secours de la détection ont été également remplacées lors de cette maintenance corrective.</p> <p>Concernant l'extension de la détection incendie pour assurer une couverture par caméras thermiques de tous les stockages de déchets combustibles extérieurs, l'exploitant avait précisé que la commande est passée auprès de la société TYCO, pour la réparation et l'ajout de deux détecteurs sur la zone de stockage de balles en extérieur. Le 22/11/2024, l'exploitant a précisé avoir commandé et installé les nouveaux détecteurs pour les nouvelles zones prévues. Le raccordement des détecteurs à la centrale d'alarme est prévu d'être réalisé fin novembre 2024. Lors de la vérification des installations sur site, il a bien été constaté l'ajout de deux nouveaux détecteurs incendie au niveau des stockages de balles extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>L'exploitant a précisé que des travaux complémentaires devaient être prochainement réalisés pour assurer un confinement des eaux d'extinction d'incendie pour couvrir la capacité réglementaire.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux bassins en série composés d'une géomembrane étanches et, en aval de ces derniers, une vanne d'isolement manuelle. Le sens de fermeture de celle-ci n'est pas indiqué et son fonctionnement est manuel uniquement.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre à l'inspection la liste des travaux à réaliser (ainsi que les échéances associées) pour disposer d'une capacité de confinement des eaux d'extinction d'incendie à la hauteur des capacités demandées réglementairement - mettre en place un affichage ad hoc pour préciser le sens de manipulation de la vanne d'isolement en vue de procéder à sa fermeture - préciser les volumes des bassins de confinement réalisés sur site - justifier que les curages des réseaux enterrés et que les contrôles d'étanchéité/d'intégrité de ces derniers sont effectués. <p>L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>

Constats :

Concernant le confinement des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant a réévalué, en appliquant la règle D9A, le volume à confirmer en juin 2024. Le volume à confiner est de 936 m³ désormais.

L'exploitant justifie de la disponibilité du volume supra de la façon suivante : « la solution retenue pour la rétention des eaux d'extinction est leur cantonnement dans le bassin de rétention des eaux de voiries et dans les canalisations du réseau. Pour cela, la vanne guillotine existante permet d'obturer le bassin et également le trop plein du bassin. La rétention totale permet de stocker 945 m³ dont 898 mm³ dans le bassin et 47 m³ dans les canalisations ».

L'inspection prend acte de ces éléments de dimensionnement (la capacité de confinement est donc suffisante sur site) dont l'évaluation demeure de la responsabilité de l'exploitant. Ainsi, l'exploitant conclut à l'absence de nécessité de réaliser des travaux complémentaires pour confiner les eaux d'extinction.

Concernant les réponses aux autres demandes formulées dans le rapport d'inspection de 2024, l'exploitant indique que :

- le sens de manipulation de la vanne d'isolement en vue de sa fermeture est matérialisé sur le couvercle de la trappe d'accès (vu sur le terrain)
- des vérifications sont effectuées tous les 10 ans pour s'assurer du bon état physique des canalisations par contrôle caméra. Un contrôle a été réalisé en août 2024 par la SARP. En septembre 2024, l'exploitant avait indiqué que le rapport final fera l'objet « d'une analyse approfondie en collaboration avec la SARP. Cette analyse permettra de déterminer si des actions correctives sont nécessaires pour remédier à d'éventuels défauts d'étanchéité ou d'intégrité ». L'exploitant est toujours en attente du rapport.

L'exploitant n'a, en revanche, pas justifié que les réseaux enterrés supra sont curés fréquemment pour laisser l'écoulement des eaux d'extinction se faire librement vers les ouvrages de confinement dédiés.

Aussi dans le cas où les capacités de confinement seraient saturées, l'exploitant avait indiqué dans son courrier de septembre 2024 que les modalités organisationnelles suivantes seraient mises en place : « la société SARP [...] est capable d'intervenir rapidement pour pomper tout surplus d'eau et si nécessaire le stocker dans des moyens mobiles adaptés (capacité de 70 m³ par camion). Elle a mis en place une astreinte permanente 24h/24 et 7j/7 ». L'inspection prend note de cette organisation complémentaire venant en supplément de la capacité de confinement disponible qui est déjà conforme au requis réglementaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- justifier que des curages périodiques du réseau enterré sont bien réalisés pour garantir le bon écoulement des effluents vers le bassin de confinement du site
- transmettre le rapport de contrôle des réseaux enterrés et le cas échéant, le plan de résorption des anomalies qui remettraient en cause l'intégrité et l'étanchéité des réseaux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Portes coupe-feu et autres dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>Lors de l'inspection, les dispositions constructives supra ont été examinées pour l'ensemble des bâtiments. Aucune ouverture dans les murs coupe-feu n'a été constatée. Pour le bâtiment de stockage de balles, un flocage coupe-feu en sous face de la toiture sur une bande de 4 mètres a été observé du côté du bâtiment proche du local sources et de la réserve sprinkler.</p> <p>En revanche, les portes sectionnelles du bâtiment local déchets dangereux n'ont pas de classe coupe-feu identifiée alors que celles-ci devraient être EI 60.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que les portes sectionnelles du local déchets dangereux sont bien EI 60. L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le procès verbal concernant aux portes sectionnelles du local de déchets dangereux. Le certificat confirme que les portes sont coupe-feu 2 h.</p> <p>Le justificatif apporté permet de clôturer le constat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>Aucun justificatif n'a été présenté ; en revanche, l'inspection a relevé la présence d'un flocage en sous face de la toiture du bâtiment de stockage des balles et dans l'ensemble des bâtiments, du flocage coupe-feu était présent au niveau des poutres/éléments de charpente métalliques.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre les justificatifs attestant que les flocages cités supra sont bien qualifiés coupe-feu 2 h.</p>

Constats : Une attestation ART PROJET datant de septembre 2016 indique « isolation stable au feu REI 120 d'une charpente métallique par projection de laine de roche PROTEC FLAMME ». Ceci permet de clôturer le constat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Voies engin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes : largeur utile de 3 mètres minimum et hauteur libre de 3,5 mètres. [...] En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de voie en impasse sont d'une largeur utile de 7 m et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. <i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de nombreux stockages en extérieur en limite des bâtiments et à proximité des accès ; ces stockages sont susceptibles d'entraver la bonne circulation des engins du SDIS sur site. Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de remédier aux conditions de stockage sur site en vue de laisser libre une voie engins répondant aux dispositions de l'arrêté préfectoral supra. L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
Constats : Lors de la visite du jour, il a été constaté que les stockages sur site ont été revus et que désormais, ils étaient réalisés afin de ne pas entraver la bonne circulation des engins du SDIS sur site. De plus, dans ses réponses, l'exploitant précise qu'il dispose d'une voie périphérique permettant aux engins du SDIS d'atteindre toutes les faces du bâtiment. L'exploitant précise, suite à une visite du SDIS le 03/10/2024, que les voies engins ont été matérialisées localement par de la signalisation

visuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mises en station des échelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie échelle permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin.</p> <p>Caractéristique : 4 mètres de largeur utile et 10 m de longueur utile pour l'aire de stationnement.</p> <p>La distance par rapport à la façade est de 1 m minimum et 8 mètres au maximum.</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de nombreux stockages en extérieur en limite des bâtiments et à proximité des accès ; ces stockages sont susceptibles d'entraver la possibilité de disposer de voies échelles conformes.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de remédier aux conditions de stockage sur site en vue de mettre en place des voies échelles sur site répondant aux dispositions de l'arrêté préfectoral supra. L'ensemble des voies échelle doit être positionné de façon adaptée sur le site du point de vue opérationnel ; un échange en amont avec le SDIS est requis.</p> <p>L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Malgré plusieurs échanges entre l'inspection et l'exploitant, il a été compliqué que l'exploitant apporte des éléments pour se mettre en conformité sur ce point.</p> <p>C'est, in fine, par courrier du 22/11/2024 que l'exploitant a précisé que, suite à la visite du SDIS du 03/10/2024, que « l'objet principal de cette venue était d'échanger autour de l'accessibilité des engins de secours. Nous avons ainsi pu valider ensemble, l'emplacement des voies échelles et voies engins. Ces emplacements seront matérialisés localement sur le site, par de la signalisation visuelle. »</p> <p>Des affichages signalant les zones pompiers ont été apposés au niveau des façades où des voies échelles seraient requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de désenfumage au niveau des bâtiments à risques ; presse, atelier et déchets dangereux. Le désenfumage a été contrôlé en juillet 2023 et le prochain contrôle aura lieu en juillet 2024, confirmation apportée par l'exploitant. Lors de la visite des installations, il a été relevé que l'exploitant ne disposait pas de cartouches de gaz de rechange au niveau des armoires de désenfumage situées à proximité des issues. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le désenfumage était également raccordé à des commandes automatiques. Il est demandé, sous un mois, à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- mettre en place des cartouches de rechange au niveau de l'ensemble des armoires de désenfumage du site- justifier que le désenfumage de tous les bâtiments est associé à des commandes automatiques.
Constats : Concernant la mise en place de cartouches de rechange au niveau de l'ensemble des armoires de désenfumage du site, l'exploitant a précisé que le contrôle supplémentaire réalisé le 18 juillet 2024 a permis de confirmer que les dispositifs sont désormais équipés de telles cartouches. Un remplacement de ces cartouches a été réalisé également en septembre 2024 par DESAUTEL. Concernant la justification de présence des commandes automatiques sur le désenfumage, l'exploitant l'a confirmé en transmettant des justificatifs. L'exploitant a précisé que le remplacement des thermofusibles de désenfumage a été réalisé en septembre 2024. Une facture en date du 25/09/2024 trace le fait que l'intervention suivante a été réalisée « Remplacement des thermo-fusibles sur les bâtiments 01/05/06 suite à la maintenance annuelle du désenfumage ». Ceci permet de solder le constat identifié lors de la précédente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i> Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie suscités.

Des RIA ont été observés ; un essai de bon fonctionnement du RIA dans le local presse a été réalisé et s'est avéré concluant.

Tous les moyens de lutte contre l'incendie ont été contrôlés en juillet 2023 et le prochain contrôle est prévu en juillet 2024.

Un essai de démarrage du groupe motopompe incendie a été réalisé et s'est avéré concluant. Le niveau de carburant était au plus haut.

En revanche, l'inspection a identifié les problématiques suivantes :

- un RIA dans le local déchets non dangereux n'est pas facilement accessible et il pourrait être déplacé pour le rendre opérationnel
- l'absence de détection gaz (vapeurs de solvants inflammables) a été relevée dans le local déchets dangereux
- la présence de combustibles (déchets de plastique) entreposés à proximité immédiate des réserves sprinkler (570 m³ et 32 m³) et du local sources ; l'exploitant a précisé que ce stockage allait être retiré dans la foulée
- la présence de combustibles (poubelles de chiffons) à proximité directe d'un poste de travail par point chaud au niveau de l'atelier
- les manomètres indiquant le niveau d'eau en colonne d'eau dans les réserves sprinkler étaient HS ; le niveau ne pouvait pas être vérifié depuis ces équipements
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la mise en route du sprinklage des bâtiments couverts se faisait préalablement à l'ouverture automatique des ouvrants de désenfumage
- des voyants de dysfonctionnement au niveau de l'armoire de contrôle du groupe motopompe étaient présents
- aucun élément ne permettait d'attester que les émulseurs associés aux RIA du local déchets dangereux étaient encore valides et efficaces, il convient de justifier que ces derniers sont encore sous validité du fabricant ou bien que des analyses physico-chimiques sont réalisées annuellement pour attester de leur efficacité.

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de remédier aux écarts cités ci-dessous. L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Dans ses différentes réponses, l'exploitant a apporté plusieurs éléments levant des points listés dans le constat de l'inspection de 2024.

En revanche pour les points ci-dessous, des éléments complémentaires sont à transmettre.

Concernant l'absence de détection gaz (vapeurs de solvants inflammables) relevée dans le local déchets dangereux, et après de multiples échanges avec l'exploitant, il a été indiqué, par courrier du 22/11/2024, qu'une balise de détection multi-gaz est à installer d'ici fin 2024. Il a été effectivement constaté sur le terrain qu'une balise multi-gaz sur batterie a été installée, dont les caractéristiques techniques n'ont pas été vérifiées par les inspecteurs. En revanche, cette balise est positionnée sur le sol alors que des déchets contenant des solvants sont stockés à un niveau supérieur. Le positionnement de la balise doit donc être revu. De plus, comme celle-ci fonctionne sur batterie (avec une autonomie donnée de 8 semaines au plus), il est nécessaire de procéder à des recharges périodiques. L'exploitant doit définir une organisation pour garantir la continuité de

<p>son fonctionnement.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a bien été relevé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de combustibles entreposés à proximité immédiate du local sources et des réserves sprinkler - le déplacement des produits combustibles (poubelles de chiffons...) par rapport au poste de travail par point chaud de l'atelier - le remplacement des manomètres vus HS des réserves sprinkler - les émulseurs utilisés avaient une limite de validité fixée à août 2024. Ces derniers ont été remplacés par des produits non fluorés : une étiquette « sans fluor » était apposée au niveau du contenant de 200 L. Ces actions permettent de lever l'écart observé lors de l'inspection de juin 2024. <p>Enfin, il avait été demandé par courriel de juillet 2024 que l'exploitant démontre que les thermofusibles du désenfumage étaient bien calibrés sur une plage de température supérieure aux thermofusibles raccordés au sprinklage. En effet, l'ouverture des trappes de désenfumage doit se faire a posteriori de la mise en route du sprinklage. Une attestation de DESAUTEL en date du 08/01/2025 atteste cet état de fait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifier l'emplacement de la balise de détection multi-gaz du local DIS pour la positionner à un emplacement judicieux pour détecter les gaz/vapeurs inflammables pouvant être émis dans le local - mettre en place une procédure pour procéder à des recharges périodiques de la batterie de la balise supra de sorte qu'elle soit fonctionnelle en toutes circonstances (rondes à faire à une périodicité en adéquation avec la tenue de la batterie de la balise qui est d'au plus 8 semaines).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Entretien des moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 7.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i></p> <p>Le contrôle est prévu en juillet 2024.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois les derniers rapports de contrôle de la détection incendie, des RIA, des extincteurs, du sprinklage, du groupe moto-pompe associé et du désenfumage.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté la fiche d'intervention suite au contrôle réglementaire du 01/08/2024 des extincteurs et des RIA du site réalisé par DESAUTEL. Quelques opérations ont été réalisées, notamment remplacement de joint, d'opercule. Cependant, le rapport indique que :

- « -RIA 2, 5, 7, 8, 9, 12 = jet diffuseur HS
- PIA 5 = proportionneur HS DN33 DESAUTEL
- RIA 5,7, 9 12 = jet diffuseur HS DN33 MATINCENDIE ».

L'exploitant n'a pas été en mesure de produire des justificatifs pour étayer les mises en conformité suite aux observations supra. Par sondage sur le terrain l'inspection a bien constaté que le proportionneur du PIA 5 du local DIS avait été remplacé et que le jet diffuseur du RIA 12 avait également été remplacé (un essai de bon fonctionnement, concluant, de ce RIA a été réalisé).

Par courriel du 19/12/2024, l'exploitant a transmis les deux derniers rapports de vérification du sprinklage des bâtiments couverts ; ces contrôles sont effectués par TYCO en date des 21/03 et 17/09/2024. La périodicité semestrielle est donc respectée. Le sprinklage est analysé vis-à-vis du référentiel NFPA. Pour les deux rapports, il est conclu que la protection par sprinklage est partielle et des observations ou améliorations sont proposées.

L'inspection constate que sur le sprinklage :

- la vérification a été partielle du fait de l'assertion suivante : « Nos observations sont limitées aux réseaux situés dans le champ visuel normal lors de la visite de vérification. Les réseaux inaccessibles ou à l'intérieur de zones closes ne peuvent donner lieu à observations » dans les deux cas
- dans le bâtiment 1, des bâtiments de type ALGECO ne sont pas couverts par du sprinklage
- la présence de « stockage important à moins de dix mètres des bâtiments protégés (bacs plastiques) ». Les constats supra n'ont pas été suivis par l'exploitant.

Enfin, l'exploitant a présenté le dernier contrôle de la détection incendie réalisé en novembre 2024 par la société Johnson Controls. En outre :

- le 26/11/2024, a été réalisé le rajout de détecteurs infrarouge sur la zone de stockage de balles
- le 27/11/2024, les contrôles suivants ont été réalisés : « Contrôle des centrales détections incendies et des alimentations électriques : Bon Fonctionnement / Contrôle de la détection incendie : Bon Fonctionnement/Contrôle des sirènes d'évacuation : Bon Fonctionnement »

L'inspection relève que les défauts suivants ont été listés sur la détection incendie qu'il convient de lever :

- détection IR sur zone stockage de balles à rajouter de LIM800 sur la boucle des infrarouges
- zones couvertes par la détection incendie B15,B71,B72,B73 et B92 hors service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que les anomalies supra affectant les RIA, le sprinklage et la détection incendie sont bien résorbées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Moyens de lutte dépôts carburants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2017, article 8.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i> L'inspection a bien constaté la présence des extincteurs nécessaires ainsi que d'un extincteur mobile sur roues d'une capacité de 50 kg. La couverture anti-feu et la réserve de sable (et son moyen d'application) ont bien été constatés. En revanche, aucun système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore, n'était présent. Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de doter la station-service d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore. L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
Constats : L'exploitant a précisé dans sa réponse qu'« une alarme sonore manuelle reliée à l'arrêt d'urgence de la station-service a été installée le 12 juillet 2024 ». Un essai de bon fonctionnement de l'alarme sonore a été réalisé avec succès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rétentions, propreté, mise à la terre

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 511-1
Thème(s) : Autre, conformité
Prescription contrôlée : <i>Constat lors de l'inspection de juin 2024</i> Lors de la présente inspection, il a été relevé les écarts suivants : <ul style="list-style-type: none">- des envols de déchets ont été observés au sein du site et également aux abords à proximité, dont il convient de remédier- aucune prise de terre camions n'est présente au niveau de la zone de dépotage des camions-citernes au niveau de la station-service du site, alors que les consignes affichées sur place demandent de connecter le camion dépoteur à la terre- l'absence de rétention pour des contenants de déchets dangereux liquides dans le local déchets dangereux, pour des contenants de gasoil dans le local sources- l'absence de dispositif de rétention opérationnel au niveau de la zone de dépotage des carburants de la station-service.

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de remédier aux écarts supra. L'absence de mise en œuvre des dispositions correctives ad hoc expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Concernant les envois de déchets aux abords du site, l'exploitant a indiqué que le nettoyage se fait de façon régulière (« le nettoyage et le ramassage des envois seront réalisés sur une fréquence hebdomadaire »). Le jour de l'inspection, les abords du site étaient propres.

Concernant la prise de terre au niveau de la zone de dépotage de la station-service, l'exploitant a indiqué avoir installé un enrouleur prise de terre le 10/07/2024. L'effectivité du dispositif a été constaté lors de la visite.

Concernant l'absence de rétention en plusieurs endroits (local DIS et local sources), l'exploitant a indiqué que « des unités de rétention seront installées à réception de la commande ». Les rétentions des déchets liquides dans le local DIS ont bien été mises en œuvre.

Concernant la nécessité de disposer d'une rétention au niveau de l'aire de dépotage de carburant, et malgré plusieurs échanges, la mise en conformité n'est pas encore effectuée. Dans son courriel de septembre 2024, l'inspection avait rappelé à l'exploitant les éléments suivants : « les termes de l'AP de 2017 à son article 7.4.1 rappellent vos obligations à ce sujet : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles ».

Suite à ce rappel, et par courrier du 22/11/2024, l'exploitant a précisé que « la zone gasoil de dépotage est située sur une surface garantissant l'étanchéité du site. Cette zone est couverte par un séparateur à hydrocarbures avant rejet. En cas d'incident, un obturateur permet d'isoler le rejet et d'agir en conséquence pour prévenir toute pollution ». Ces éléments ne répondent pas aux dispositions réglementaires supra.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la consigne de dépotage n'intègre aucune disposition particulière demandant la mise en rétention préalable de la zone. De plus, il serait judicieux de stationner le camion de dépotage sur l'aire de distribution, qui est associée à une zone étanche de collecte des égouttures/épandages, et dont l'envoi vers le réseau pluvial communal est stoppé par l'arrêt des pompes de relevage (nécessitant une action manuelle au niveau du disjoncteur). Ainsi, procéder de la sorte garantit une mise en rétention de la zone dont la capacité doit être précisée par l'exploitant (minimum requis de 30 m³). Les procédures de dépotage devront être mises à jour en conséquence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, d'associer l'aire de dépotage de gasoil d'une rétention suffisamment dimensionnée et conforme aux exigences de l'APC supra. L'exploitant met à jour ensuite les procédures de dépotage pour préciser les opérations préalables à réaliser pour mettre en rétention la zone en amont de tout dépotage.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois